

**ACTE DE SIGNIFICATION D'UN JUGEMENT**

L'An deux mille quatorze, le 04<sup>eme</sup> jour du  
mois de juin ;

✓ A la requête de Monsieur Joachim NDAY,  
Coordonateur de l'ASBL Centre Orphelinat LISANGA YA KLISTO, COLK en  
sigle, sise au n° 16 de l'avenue Kwilu au quartier Lunia dans la Commune  
de Lukolela à Kikwit ;

Je soussigné MABAYA-ALINE, Huissier du  
Tribunal pour enfants de Kikwit ;

**AI SIGNIFIE A :**

- Monsieur l'Officier de l'état civil et Bourgmestre de la Commune de  
Lukolela à Kikwit ;

L'expédition du jugement rendu sur requête en date du  
29 mai 2014 sous RC 117/2014 par le Tribunal pou enfants de Kikwit à  
Kikwit siégeant en matière gracieuse en chambre de première instance, en  
cause : Requéran Joachim NDAY ;

Déclarant que la présente signification est donnée pour  
information, direction et pour telles fins que de droit ;

Et pour que le signifié n'en prétexte l'ignorance, je lui ai, laissé  
avec l'expédition de la décision susvantée copie du présent exploit ;

Etant à Kikwit me trouvant à la Commune de  
Lukolela

et y parlant à Monsieur LEMBA THEOPHILE

Dont Acte,

Coût :

FC

Le (la) Signifié(e),

L'Huissier,



**LE TRIBUNAL POUR ENFANTS DE KIKWIT  
GRACIEUSE EN CHAMBRE DE PREMIERE  
JUGEMENT SUIVANT :.....**

NOUS JOSEPH KABILA KABANGE  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
SIEGEANT EN MATIERE  
D'ENFANTS ET AVEUGLE  
F. 100101  
A RENDU LE

R.C. 117/2014.

- Premier feuillet -

**AUDIENCE PUBLIQUE DU JEUDI VINGT NEUF MAI DEUX MILLE QUATORZE**

EN CAUSE :

Monsieur NDAY Joachim, Coordonnateur de l'ASBL « Orphelinat Lisanga ya Klistu », COLK en sigle, sise au n° 16 de l'avenue Kwilu, quartier Lunia, Commune de Lukokela à Kikwit, ayant pour conseil Maître Doudou – Gabriel DIAMASUMBU, Avocat au Barreau de Kinshasa/Matete, COMPARAISSANT REPRESENTE  
LE REQUERANT.

**Objet :** Demande d'un jugement  
Supplétif d'acte de naissance

Par sa requête du 05 mai 2014 adressée au Président du Tribunal pour enfants de Kikwit, Monsieur NDAY Joachim, Coordonnateur de l'ASBL « Orphelinat Lisanga Iya Klistu », COLK en sigle, sollicite un jugement supplétif d'acte de naissance en faveur des enfants MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu en ces termes :

**A Monsieur le Président du Tribunal  
pour Enfants de Kikwit/ à Kikwit**

**Monsieur le Président,**

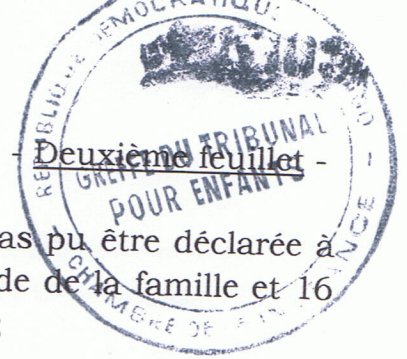
Monsieur NDAY Joachim, majeur, de nationalité congolaise, coordonnateur de l'organisation non gouvernementale de droit congolais dénommée Centre Orphelinat Iya Kristu « COLK », sise au n° 16 de l'avenue Kwilu, Quartier Lulua, dans la commune de Lukolela, ayant pour conseil Maître **Doudou Gabriel DIAMASUMBU K**, Avocat au Barreau de Kinshasa/Matete, dont le cabinet est situé au Quaartier Baboma n° 63, Kinshasa/Matete,

**A l'honneur de vous exposer ce qui suit :**

Attendu que les enfants nommés MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu, frères biologiques, de sexe masculins, orphelins de père et de mère, dont la tutrice, leur grand-mère maternelle MEYOKUNI Paulette les a confiés par manque des moyens financiers nécessaires pour leur prise en charge au centre COLK.

Attendu que les enquêtes effectuées par les services sociaux de la commune, les services sociaux du tribunal et le centre ont confirmés cela ;

R.C. 117/2014.



Attendu que la naissance des enfants sus nommés n'a pas pu être déclarée à l'Etat civil dans le délai requis par les articles 116 du code de la famille et 16 de la loi portant protection de l'enfant du 10 janvier 2009 ;

Attendu que MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu, sont nés à Idiofa, respectivement le 30 janvier 20110 et le 20 mai 2011 de père MUFWANKOLO Papy (décédé) et de mère MUNGINI Espoir (décédée);

Que leur supposé défunt père n'étant ni marié à leur mère, ne les ayant pas déclarés de son vivant ni introduit une action en recherche de paternité, leur filiation n'est établie qu'à l'égard de leur mère en vertu de l'article 601 du code de la famille ;

Que pour toutes ces raisons et dans l'intérêt supérieur des enfants, le requérant vous adresse la présente requête aux fins d'obtenir un jugement supplétif d'acte de naissance sur bas des articles 157 du code la famille et 200 de la loi portant protection de l'enfant du 10 janvier 2009 ;

**Par ces motifs :**

Sous toutes réserves que de droit ;

**Plaise à votre tribunal ;**

- De déclarer la présente action recevable et fondée ;
- De prononcer en conséquence un jugement supplétif d'acte de naissance ;

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente requête, je vous prie d'agrèer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à Kikwit, le 02 mai 2014

**Doudou Gabriel DIUMASUMBU K.**

Avocat

R.C. 117/2014.

- Troisième feuillet

Cette requête fut enrôlée sous le numéro R.C 117/2014 du Tribunal de céans et appelée à l'audience en chambre du conseil du 22 mai 2014 ;

A l'appel de la cause à cette audience, le requérant comparut représenté par son conseil Maître **Doudou Gabriel DIAMASUMBU K**, Avocat au Barreau de Kinshasa/Matete ; le Tribunal s'est déclaré saisi à son égard sur requête ;

Ayant la parole, le conseil précité lut à l'intention du Tribunal les termes de la requête et il conclut à ce qu'il plaise au Tribunal dire recevable et fondée cette requête et de rendre un jugement supplétif d'acte de naissance en faveur des enfants sus identifiés ;

Prenant la parole à son tour, l'organe de la loi a, dans son avis émis sur le banc, estimé la requête recevable et fondée ; ainsi, il demanda au Tribunal de faire droit dans l'intérêt supérieur de ces enfants et de mettre par ailleurs les frais d'instance à charge du requérant ;

Sur ce, le Tribunal clôtura les débats et prit la cause en délibéré pour son jugement à intervenir dans le délai de la loi ;

A l'audience publique du jeudi 29 mai 2014, le Tribunal rendit le jugement suivant :

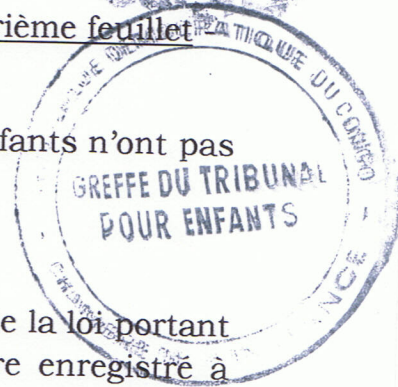
### Jugement

Aux termes de sa requête du 05 mai 2014 adressé au Président du Tribunal de céans, Monsieur NDAY Joachim, Coordonnateur de l'ASBL « Orphelinat Lisanga ya Klistu », COLK en sigle, sise au n° 16 de l'avenue Kwilu, quartier Lunia, Commune de Lukokela à Kikwit, ayant pour conseil Maître Doudou – Gabriel DIAMASUMBU, Avocat au Barreau de Kinshasa/Matete, sollicite un jugement supplétif d'acte de naissance en faveur des enfants MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu;

A l'audience en chambre du conseil du 22 mai 2014 à laquelle la cause a été prise en délibéré, le requérant a comparu représenté par le conseil sus identifié ; le Tribunal s'est déclaré saisi à son égard sur requête ; la procédure telle que suivie dans la présente cause est régulière ;

### Des faits de la cause ;

Le requérant sollicite un jugement supplétif d'acte de naissance au profit des enfants MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu, sont nés à Idiofa, respectivement le 30 janvier 2011 et le 20 mai 2011 de père MUFWANKOLO



Papy (décédé) et de mère MUNGINI Espoir (décédée); lesquels enfants n'ont pas été enregistrés à l'Etat civil à leur naissance ;

En droit ;

L'article 16, alinéa premier de la loi portant protection de l'enfant dispose que toute enfant a le droit d'être enregistré à l'Etat civil dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent sa naissance ;

Par ailleurs l'article 106, alinéa premier du code de la famille stipule que le défaut d'acte de naissance peut être suppléé par jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance sur simple présentation de la requête au Tribunal du lieu où l'acte aurait dû être dressé ;

Dans le cas sous examen ;

Le Tribunal de céans constate qu'il est saisi régulièrement par la requête du 05 mai 2014 de Monsieur NDAY Joachim, Coordonnateur de l'ASBL « Orphelinat Lisanga ya Klistu », COLK en sigle, sise au n° 16 de l'avenue Kwilu, quartier Lunia, Commune de Lukokela à Kikwit, tendant à obtenir un jugement supplétif d'acte de naissance en faveur des enfants MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu, sont nés à Idiofa, respectivement le 30 janvier 20110 et le 20 mai 2011 de père MUFWANKOLO Papy (décédé) et de mère MUNGINI Espoir (décédée);

Il constate en outre que les précités enfants sont tous âgés de moins de 18 ans et qu'ils n'ont pas été enregistrés à l'Etat civil à leur naissance ; c'est pourquoi, pour y remédier, le Tribunal recevra la requête mue par le précité requérant et la dira fondée ; en conséquence, il ordonnera à l'officier de l'Etat civil de la commune de Lukolela à Kikwit d'enregistrer lesdits enfants dans le registre de naissance et de leur délivrer à chacun un acte de naissance ;

Le Tribunal mettra le frais d'instance à charge du requérant ;

**Par ces motifs ;**

Le Tribunal ;

Statuant publiquement et sur requête à l'égard de Monsieur NDAY Joachim ;

Vu le code d'organisation, de fonctionnement et de compétence judiciaires des juridictions de l'ordre judiciaire ;

Vu le code de procédure civile ;

Vu la loi portant protection de l'enfant en son article 16 alinéa premier ;

Vu le code de la famille en son article 106 alinéa premier ;

Le ministère public entendu ;

Reçoit la requête mue par le susdit requérant et la dit fondée ;

En conséquence, ordonne à l'officier de l'Etat civil de la commune de Lukolela à Kikwit d'enregistrer les enfants MUFWANKOLO Exaucé et MUFWANKOLO Dieu dans le registre de naissance et de leur délivrer à chacun un acte de naissance ;

Met les frais d'instance à charge de requérant.

Ainsi jugé et prononcé par le Tribunal pour enfants de Kikwit siégeant en matière gracieuse en chambre de première instance en son audience publique de ce jeudi 29 mai 2014 à laquelle a siégé le Magistrat BEPALY ITOKO Charly, Président, avec le concours du ministère public représenté par Monsieur MUZINGA Cicéron, Substitut du Procureur de la République, et l'assistance de Monsieur KIBOKO Etienne, greffier du siège.

Le Greffier,

Le Président,

POUR PHOTOCOPIE CERTIFIEE CONFORME  
KIKWIT, LE 04 JUIN 2014  
LE GREFFIER DIVISIONNAIRE,

= KIBOKO MOKWY Etienne =



TRANSLATION

CLERK OF CHILDREN'S COURT  
OF KIKWIT

COMMUNICATION OF A DECREE

Today the 4<sup>th</sup> day of the month of June of the year two thousand  
fourteen,

Per the request of M Joachim NDAY, Coordinator of the Centre Orphelinat  
Lisanga ya Klisto, "Colk", established Avenue Kwilu n°2, quartier Lunia, Town of Lukolela in  
Kikwit;

I the undersigned MABAYA-ALINE Bailiff of the Children's Court of  
Kikwit:

DID NOTIFY TO :

M the officer of Vital records and Mayor of the town of LUKOLELA in Kikwit;

The dissemination of a decree pronounced by the Children's Court of Kikwit, sitting in  
chamber of first instance on 05/29/2014 under RC 117/2014, case: petitioner Joachim NDAY;

States that this communication is done for information to whom it may concern

And for the information of the person, I gave him copy of this statement and of the  
judgement mentioned above.

Being in Kikwit - being in the town of Lukolela

And Talking to M LEMBA-THEOPHILE

OFFICIAL COPY STAMPED

For reception  
Signature of the Mayor

COST

BAILIFF

THEOPHILE LEMBA MWENI MANU  
MAYOR

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO  
TOWN OF LUKOLELE  
KIKWIT

SEAL:

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO  
CLERK OF CHILDREN'S COURT  
DISTRICT COURT

TRANSLATION

WE JOSEPH KABILA KABANGE  
PRESIDENT OF THE REPUBLIC  
TO ALL, GREETINGS

THE CHILDREN'S COURT OF KIKWIT, SITTING IN FIRST INSTANCE HEARING,  
PRONOUNCED THE FOLLOWING JUDGMENT

RC 117/2014

first page

PUBLIC HEARING OF THURSDAY MAY TWENTY NINE, TWO THOUSAND  
FOURTEEN

THE CASE

M NDAY Joaquim, Coordinator of Centre Orphelinat  
Lisanga Ya Klisto "COLK", established avenue  
Kwilu 16, Quartier Lunia, Town of Lukolela, City of  
Kikwit, HAVING FOR ATTORNEY AT LAW Hon  
Doudou Gabriel DIUMASUMBU, Attorney at Law at  
the Bar of Kinshasa/Matete,  
APPEARING REPRESENTED  
THE PETITIONER

OBJECT : Request to obtain a supplementary decree of birth certificate

By his request of May 5, 2014 sent to the President of the Children's Court of Kikwit,  
M Joachim NDAY, Coordinator of Centre Orphelinat Lisanga Ya Klisto "COLK", requires to obtain a  
supplementary decree regarding a birth certificate a for the children MUFWANKOLO Exaucé and  
MUFWANKOLO Dieu, as follows:

To the President of the Children's Court of  
Kikwit/Kikwit

M President,

M Joachim NDAY, major, a Congolese Citizen, Coordinator of NGO named Centre  
Orphelinat Lisanga Ya Klisto "COLK", established avenue Kwilu n°16, Quartier Lunia, Town of  
Lukolela, having for attorney at law Hon Doudou Gabriel DIUMASUMBU, Attorney at Law at the  
Bar of Kinshasa/Matete, whose office is located neighborhood Baboma n°63A, Kinshasa/Matete,

Has the honor to state what follows:

Whereas the children named MUFWANKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu of male sex,  
biological brothers of male sex, orphans of father and mother, whose guardian, their to center COLK  
for their care

Whereas inquiries done by social services and center did confirm the above information;



TRANSLATION

RC 117/ 2014

Whereas the birth of the above mentioned children was never registered by the relevant Officer of Vital records in the time required by articles 116 of family code and of Child's Protection act of January 10, 2009;

Whereas MUFWANKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu were born in Idiofa respectively on January 30, 2010 and May 20, 2011 from father MUFWANKOLO Papy (deceased) and mother MINGINI Espoir (deceased)

That their supposed deceased father being not married to their mother, having not register them when he was alive and has not introduced a paternity search, their filiation is established only towards their mother based on article 601 of family code;

That for all these reasons and in the best interest of the children , the petitioner send you this request in order to obtain a supplementary decree of birth certificate based on articles 157 of Family code and 200 of the Child's Protection Act of January 10, 2009;

**On these grounds :**

Without prejudice,

**We respectfully ask the Court to :**

- Say that this request is admissible and well-founded
- To grant a supplementary decree of birth certificate

We thank you for your attention to this request and please agree, M President, our distinguished consideration.

Done in Kikwit on May 2, 2014

Signed/ Hon. Doudou Gabriel DIAMASUMBU  
Attorney at Law

TRANSLATION

RC 117/2014

Third page

The case being entered into the list of cases of the Court under RC117/2014 was called to the public hearing of May 22, 2014 :

When the case was called during this public hearing, where the petitioner appeared represented by his Counsel Hon. Doudou Gabriel DIUMASUMBU, attorney at the Bar of Kinshasa/Matete, and the Court says that the request was relevant,

The above mentioned counsel did read to the Court the request introduced by the petitioner and asked to the court to acknowledge the request and to grant a supplementary decree of birth for the children;

The Public Ministry, in his verbal advice expressed during the hearing, said that the request is well founded and required that the Court accepts the request of the petitioner in the best interest of the child and leave the costs to the petitioner

After what, the Court declared the debates closed, did deliberate for his judgment during the legal time and pronounced the following decree:

During the hearing of May 29 2014, the Court granted the following decree:

Decree

By his request of May 5, 2014 sent to M President of the Court, M Joachim NDAY, Coordinator of Centre Orphelinat Lisanga Ya Klisto "COLK", established avenue Kwilu n0 16, neighborhood Lunia, Town of Lukolela in Kikwit, havinf as attorney at law Hon Doudou Gabriel DIAMASUMBU, Attorney at law at the Bar of Kinshasa/Matete, requires a supplementary decree regarding a birth certificate for the children MUFWANKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu;

During the hearing of May 22, 2014 where the case was called the petitioner was represented by his attorney at law, the Court said that the request was well founded

About the facts of the case;

The petitioner asks a supplementary decree for a birth certificate for the children MUFWANKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu ,born in Idiofa respectively on January 30, 2010 and May 20, 2011 of father MUFWANKOLO Papy (deceased) and mother MINGINI Espoir

TRANSLATION

RC 117/2014

FOURTH PAGE

(deceased) and the said children were not registered by the vital records department where they were born

In legal matters,

Article 16 alinea 1 of the child's protection law mentions that every child has the right to be registered to the vital records department within the 90 days following his birth, according to the law;

Articles 106 alinea 1 of Family Code says that the lack of vital records certificate can be corrected by a judgment issued by the Court upon request introduced in the court of the place where this act should have been drawn up;

In this case,

The court noticed that the request of M Joachim NDAY, coordinator of Center Orphanage LISANGA YA KLISTO, COLK, established 16 avenue Kwilu in the town of Lukolela in Kikwit, to obtain a supplementary decree of birth certificate for the children named MUFWANKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu, born in Idiofa, respectively on January 30, 2010 and May 20, 2011 from father MUKWANKOLO Papy (deceased) and mother MUNGINI Espoir (deceased) was introduced on May 5, 2014

The Court states that the said children are under 18 years old and that their birth was not reported to the vital records department when they were born; that, in order to correct that, the Court will accept the request introduced by the above petitioner and will say that it is relevant; that in consequence it will order to the clerk of Vital records department of the town of Lukolela in Kikwit to register the said children in the register of births and to issue their birth certificates;

the Court will leave the legal costs to the petitioner.

ON THESE GROUNDS

The Court

Stating in public hearing and upon request towards the petitioner Joachim NDAY;

Having regard to the code regarding organization, functioning and competency;

Having regard to the Code of civil procedure,

TRANSLATION

RC 117/2014

FIFTH PAGE

Having regard to the Child Protection Law in its articles 16 ainea 1

Having regard to the Family Code, specifically in its articles 106 ainea 1

The Public Ministry having been heard;

Acknowledges the request of the above mentioned petitioner and declares that it is relevant,

ORDERS to the Clerk of Vital records of the town of Lukolela in Kikwit to register the children named named MUFWANKOLO Exaucé and MUFWANKOLO Dieu ,in the register of births and to issue their birth certificate;

LEAVES the legal costs to the petitioner

Judged and pronounced so by the Children's Court of Kikwit, in civil and public audience of this Thursday May 29, 2014 in the presence of Hon BEPALY ITOKO Charly, Judge, president, with the assistance of M MUZONGA Cicéron, Substitute of the Public prosecutor of the Republic assisted by M KIBOKO Etienne Clerk.

Signature Clerk

Signature President

CERTIFIED COPY  
Kikwit June 4, 2014  
The Clerk  
Signed  
KIBOKO MOKWY Etienne